

<http://divergences.be/spip.php?article625>



Jacques Langlois

L'enjeu des luttes sociales en France

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°11. Janvier/January/Januar 2008. - International - France -

Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L113xH400/3-5-00ae0.jpg>

Le discours médiatique est d'une pauvreté affligeante pour ce qui est de l'interprétation des combats que mènent actuellement les grévistes et les manifestants. Il se contente de reproduire les effets de muscle des politiciens, qui ont délibérément cherché le rapport de forces et le conflit afin de casser tout mouvement social pour l'avenir, et de stigmatiser les agents de la SNCF, de la RATP et de la fonction publique, ces privilégiés, ces fainéants, ces pelés et galeux d'où viendrait tout le mal. Le gouvernement a réussi sans grande difficulté à casser un front syndical hétérogène et timoré. Il est parvenu à dresser les grévistes contre les usagers, à monter en épingle la fausse opposition entre les salariés « protégés » et « avantagés » et les travailleurs du privé, lesquels, par suite du matraquage médiatique, ne voient pas que, si le syndicalisme dans le secteur public s'effondre, chose déjà fort engagée, alors la droite hyperlibérale pourra faire redescendre le travail à son statut du XIXe siècle.

* Qu'on ne se méprenne pas. Ce qui est en jeu, c'est la bataille entre trois conceptions du monde. Celle-ci a été engagée depuis environ trente ans lorsque le capitalisme financier s'est vu offrir le monde par les gouvernants et dirigeants politiques, socialistes compris. Les règles qui avaient permis les Trente Glorieuses ont été cassées ; d'autres ont été mises en place. Les lois qui ont permis le triomphe de la finance, que certains prétendent naturelles, sont nombreuses : suppression de la garantie des monnaies par une valeur réelle, qui était, hélas, l'or, suppression du contrôle des changes, ce qui a permis « la libre circulation du capital sur toute la planète, élimination de l'indexation des salaires sur l'inflation, autorisation des OPA et OPE par rachat d'entreprises avec les propres titres de la firme acheteuse, ce qui a poussé à valoriser les actions bien au-delà de leur vraie valeur (d'où les manipulations montées par Enron, Vivendi, etc.), possibilité de racheter ses propres actions pour en faire monter « la valeur pour l'actionnaire » et la « capitalisation boursière », apparition des stock-options largement défiscalisés (don de titres aux dirigeants, ce qui les pousse à faire grimper la valeur du titre), autorisation des achats de boîtes par effet de levier (LBO, leverage buy out), défiscalisation des assurances-vie, remplacement d'une part des salaires (fixes et évolutifs) par des formes de participation et d'intéressement (variables et incertaines), etc.

* Le capital a toujours été un système, une logique implacables d'accumulation sans frein et de maximisation de la rentabilité financière au mépris des hommes, des cultures et de la nature. Mais par rapport aux analyses de Marx (ou de Proudhon), plusieurs paramètres essentiels ont changé : les rendements sont devenus croissants dans bien des domaines, la part de la production dans « la chaîne de valeur » est devenue très faible au profit des « investissements immatériels » (marketing, recherche, gestion, organisation, etc.), la concurrence internationale « libre et non faussée » est devenue majoritaire et exacerbée. Ce devrait être une chance : la socialisation de la production, du savoir, de la technique est aujourd'hui presque à son apogée et devrait permettre une tout autre conception de l'organisation de la production et des rapports de travail, bien plus coopérative, sociale et juste entre tous ses acteurs. Le gros point noir est que la logique des 15 % de rentabilité domine maintenant tout le reste : production, distribution, échange, salariat, environnement, management. La réalité du pouvoir est passée dans les organes financiers institutionnalisés (les « zinzins ») : banques, assurances, fonds d'investissement, agences de notation, fonds de pension par capitalisation et dans le vaste réseau mondialisé des firmes multi et transnationales.

Avec une différence de taille par rapport au capitalisme de production : les centres réels de pouvoir sont organisés en réseaux complexes, camouflés, inatteignables à une échelle locale ou nationale, voire internationale comme l'Union européenne (laquelle a du reste tout à fait favorisé la chose). Le salarié n'a plus en face de lui le vrai patron. Il n'a qu'un « agent » d'exécution qui peut se replier derrière les « nécessités de la concurrence » et n'exerce qu'une responsabilité de garde-chiourme. Dans cette situation, la grève classique (locale, centrée, corpo.) ne sert plus à rien. Cela réhabilite la vieille idée de grève générale. Certains, visiblement, ne l'ont pas encore compris.

* De ce contexte de capitalisme financier généralisé à l'échelle de la planète, tout le reste a découlé : perte de 10 points de la part du travail dans la valeur ajoutée, délocalisations et dumpings (social, environnemental, fiscal), fusions et absorptions de boîtes (recherche d'économies d'échelle et surtout piquer le marché du concurrent), précarisation et flexibilisation du travail, course au moins-disant par la sous-traitance et la délocalisation, diminution

des charges sociales pesant sur les entreprises pour « améliorer leur compétitivité » dans la foire d'empoigne mondialisée, donc mise en concurrence non seulement des travailleurs mais encore des pays, diminution des impôts sur les sociétés, exonération fiscale des riches car sinon ils partiraient en Suisse ou ailleurs, développement des paradis fiscaux, extension des trafics en tout genre, augmentation de la durée du travail (notamment avec l'âge de la retraite), démantèlement des régimes de protection sociale, etc.

C'est la conséquence de l'ouverture à la concurrence de toutes choses sous la pression de la finance. N'oublions pas que les montants financiers (souvent fictifs comme la valeur boursière ou immobilière) aujourd'hui dégagés sont énormissimes (pétrodollars, par exemple), que la finance va toujours là où elle est le mieux rémunérée, que les occasions de bons placements sont restreintes car le capital ne fournit que la demande solvable. Or celle-ci stagne puisque les salaires n'augmentent plus guère dans les pays développés (et que l'insécurité pousse à l'épargne) et sont encore très insuffisants pour la grande masse des peuples dans les pays en voie de développement. Les capitaux se livrent donc une concurrence féroce, montent des manipulations extravagantes (subprimes) pour quand même accroître leur rentabilité. Et en même temps les États impécunieux (évidemment ils ont tapé dans leurs ressources pour faciliter leurs champions économiques) vivent à crédit et émettent des titres d'État (obligations et bons du Trésor) pour financer leur déficit budgétaire.

* Alors que faire ? Déjà et surtout il faut se doter d'un projet de société fondé sur une conception du monde où l'on souhaite vivre et pour le futur. Ce qui nous amène aux trois conceptions en compétition, si j'ose dire. La néolibérale est portée par Sarkozy et, du reste, il n'a pas caché la couleur. Son contenu est bien vieux et il avait été éliminé par l'histoire. Mais il est revenu sous les couleurs de la « réforme » (lire régression) et de la « modernisation » (lire adaptation à la concurrence sauvage). Les ingrédients en sont le refus de tout ce qui est social ou collectif au nom du primat de l'individualisme et du contrat, le remplacement de l'État et des services publics par l'économie marchande (hormis les fonctions régaliennes comme la police), la compétition au lieu de la coopération, la responsabilité individuelle à la place de la solidarité, l'équité contre l'égalité, le travail versus Vichy contre « l'esprit de Mai 68 », la famille contre les autres groupes sociaux, etc. Et l'idée la plus importante est qu'il n'y a pas besoin de projet ; les mécanismes automatiques et fatals du marché dégagent spontanément le meilleur équilibre possible, c'est pourquoi le rôle de l'État est celui d'un veilleur de nuit qui assure l'ordre social ou public par la répression. Mais deux précautions valent mieux qu'une : si la répression ne suffit pas, il reste l'ordre moral que les religions peuvent véhiculer à bon escient. D'où une nouvelle et curieuse position en faveur des religions qui feront régner les valeurs traditionnelles dans les communautés, encouragées afin de diviser pour régner.

* La deuxième conception, très franco-française, est celle de la république une et indivisible, à droits formels égalitaires, à souveraineté illimitée, à État interventionniste, à démocratie formelle, à laïcité affirmée. Cela repose aussi sur l'individualisme et sur la prévalence des sujets individuels de droit. Les groupements sont proscrits comme expression socio-politique. On n'y connaît que des individus égaux en droit sans corps intermédiaires. Comme la république est égalitaire, il a bien fallu tenir partiellement sa promesse. Ce fut en 1945 après de très longues luttes sociales : SS, droit du travail, démocratisation de l'enseignement, droit syndical. Ce modèle est à bout de souffle car il n'avait pas tenu toutes ses promesses de droits sociaux réels, car il a bien fallu tenir compte de la réalité des groupements (syndicats, associations, communautés) et car il a été torpillé par les gouvernements acquis au néolibéralisme économique dès la fondation de la CEE en 1957.

* Le troisième projet est celui que nous connaissons bien. C'est la république fédérée, politiquement (l'État est remplacé par un réseau de pouvoirs décentralisés et autonomes des acteurs sociaux), et économiquement (la propriété privée des grands moyens de production, de consommation, de financement est mutualisée, associée à la consommation organisée, organisée sur une base associative). La loi étatique décidée d'en haut au profit du capital et le contrat privé et léonin se voient substituer les conventions sociales (« collectives » a pris une mauvaise tournure) négociées entre tous les acteurs fédérés : groupements de production, structures de consommation, associations, collectivités locales, communautés différenciées.

La justice guide la fédération politico-économique : vraie démocratie de représentation des groupements sociaux et non des individus atomisés dans un suffrage périodique, extension des droits de liberté et de bonne vie au niveau politique ; réciprocité des échanges, services publics socialisés (les classiques auxquels on peut ajouter l'activité bancaire et assurantielle, l'information et la défense de l'environnement) et propriété coopérative et mutualiste, au plan économique. Le droit qui se dégage des négociations entre acteurs est régulateur de leurs rapports et soumet l'activité économique à des règles qui empêchent les asymétries de pouvoirs, les prédatons et spéculations, l'usure dans les crédits, etc.

C'est un droit social, non un droit d'État ou un droit privé et individualisé.

* Ensuite, il faut lutter autrement. On peut boycotter les élections avec lesquelles les élus se parent des plumes de la légitimité alors qu'ils ne sont que légaux (et encore, puisque le système électif est vicié à la base par son individualisme atomisant). Il faut surtout viser le tiroir caisse : grève de la consommation (produits autres que ceux de nécessité) pendant au moins six mois, retrait des banques de tout le fric liquide et disponible pour être mis dans des lessiveuses (avant la création de la banque du peuple, que les syndicats devraient construire), grève par gratuité (elle vient d'être admise par la justice européenne).

La grève-bouchon est superefficace (par exemple, seuls les aiguilleurs font grève mais ils sont indemnisés par les autres travailleurs). La grève de la facturation est un excellent exemple de grève-bouchon. La grève-bouchon peut être tournante à condition de n'être effectuée que dans les secteurs qui bloquent l'entreprise avec peu de personnel. La grève sur des sujets communs doit être générale, a minima interprofessionnelle, et reconductible pour être efficace. Un réseau internet d'information et d'analyse sur les mouvements sociaux et les statistiques est créé. L'arme du droit jusque devant les instances internationales doit être mobilisée bien plus activement.

Les manifs, au lieu d'être des marches, doivent devenir de gigantesques sit-in de résistance passive (voir Gandhi). Ce ne sont que des premières idées. Pour les développer, mettons « l'imagination au pouvoir ». N'oublions pas que les vrais libéraux (Locke) admettaient la résistance des citoyens aux lois et pouvoirs injustes et que certains, comme Thoreau, préconisaient la désobéissance civile devant l'iniquité et l'immoralité du pouvoir.